



la Lettre d'ENSEMBLE!

Hommage à Gérard Chaouat

Notre ami et camarade Gérard Chaouat vient de nous quitter. C'était un ami que beaucoup d'entre nous connaissent. Mais c'était aussi un parcours militant exceptionnel.

Né en 1944, il fait de la lutte contre l'extrême droite pro-Algérie française son premier combat au sein du FUA. Il se situe ainsi dans la génération militante qui, imprégnée des récits des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, refusa le comportement de l'armée française en Algérie. Ces militant.es ont été à l'origine de la radicalisation qui devait déboucher sur mai 68. S'étant orienté vers les études médicales, il apporta son soutien actif à la lutte pour le droit à l'avortement en pratiquant de manière illégale des avortements clandestins avant le vote de la loi Veil.

Gérard rejoignit la JCR, la Ligue et la Quatrième Internationale. Il fut également un militant syndical au SNCS de la FEN, puis de la FSU (il était encore un membre permanent de son SO).

D'origine juive, il mettait un point d'honneur à être déterminé dans son soutien à la lutte du peuple palestinien. Il animait à ce titre la commission Palestine d'Ensemble et s'était rendu sur les lieux avec une délégation de notre mouvement.

Chercheur en immunologie, directeur de recherche émérite au CNRS, passionné par son travail, il faisait toujours le lien entre ses préoccupations scientifiques et les aspects politiques de la recherche et de la médecine, si essentiels en ces temps.

ENSEMBLE rend hommage à son parcours militant, un parcours fait de fidélité à nos idéaux, quels qu'aient été les aléas du militantisme des années qui suivirent 68. Son histoire est la nôtre, son départ est notre tristesse.



Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

1^{er} Mai 2021 : quels nouveaux espoirs ?



Personne n'imaginait le 1^{er} Mai 2020 que la pandémie COVID ne serait pas maîtrisée un an plus tard. Pire : les nouvelles d'Inde (des centaines de milliers de personnes malades chaque jour) ou le constat des inégalités mondiales flagrantes dans l'accès aux vaccins, montrent une humanité incapable d'assurer les soins

et la santé dans la justice. Par contre les bulles financières gonflent démesurément en surfant sur l'argent que les institutions bancaires ont été contraintes de libérer pour éviter un effondrement total des sociétés. Le capitalisme productiviste continue à détruire la planète, même si l'espoir revient après la chute de Trump aux Etats-Unis.

En France les petites sociétés font faillite, leurs salarié-es sont renvoyé.es ou en chômage partiel, 1,2 millions de chômeurs sont menacés de perdre 20% de leurs allocations. Mais 50 milliards de dividendes insolents sont versés aux gros actionnaires !

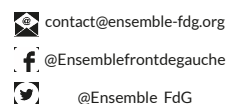
Nous sommes dans la rue ce 1^{er} mai, à l'appel des syndicats, des associations, des artistes qui occupent les théâtres. Selon une étude récente, le syndicalisme bénéficie d'un soutien en progrès du monde du travail. La nouveauté est aussi l'alliance entre syndicats, associations écologistes, féministes, mouvements pour l'égalité des droits, l'accueil des migrants, la liberté d'expression.

Mais si les menaces antisociales et antiécologiques persistent, le danger est aussi politique. Gravement ! Les politiques du gouvernement rivalisent avec les idées nauséabondes de l'extrême-droite fascisante (loi sécuritaire, loi séparatisme...). Les sondages confirment ce vent mauvais qui souffle sur le pays. Des généraux se permettent de porter haut et fort les idées de la famille Le Pen.

Pendant ce temps, les gauches et les écologistes se font toujours concurrence. Personne ne veut revoir une fausse gauche de type Hollande, mais un front commun s'impose contre les droites et l'extrême-droite.

Mettons en avant toutes les propositions ! Construisons des assemblées populaires de débat pour donner un contenu antilibéral et radical aux échéances à venir.

Nous contacter :



Solidarité d'abord !

Non à la réforme de l'assurance Chômage !

La réforme de l'assurance-chômage de Macron, baisse, parfois de 20 à 40%, les allocations de 1,2 millions de personnes.

Pendant ce temps, grâce au COVID, certains sont gagnants : Amazon avec le boom du commerce en ligne, les groupes pharmaceutiques avec les vaccins... **La fortune des milliardaires français a augmenté de 175 milliards d'euros de mars à décembre 2020.** Les entreprises distribuent des dividendes, touchent des aides, et... licencient !

Pendant ce temps, les files s'allongent aux Restos du cœur, le nombre de RSA explose, la faim refait son apparition. Près de 11 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, beaucoup ne sont pas éligibles à l'assurance chômage ou à l'aide sociale.

Temps partiels, congés maternité ou arrêt-maladie : les femmes sont perdantes !

Les inégalités salariales entraînent des allocations chômages inférieures pour les femmes. De plus, les « premières de cordées » sont en sous-emploi : temps partiels contraints, emplois peu qualifiés, peu payés. Le mode de calcul prévu va accroître la pauvreté des chômeuses et faire passer les plus précaires dans le champ des « invisibles » !

Tant pis... pour les perdants

La réforme de l'assurance chômage exclut toujours plus de précaires et baisse les allocations. Elle facilite les sanctions jusqu'à priver de tout revenu.

Pour favoriser les revenus des plus riches, le gouvernement organise l'aggravation des inégalités.

C'est la démolition de notre protection sociale solidaire sur le dos des assurés. C'est la remise en cause des principes de la Constitution « *Tout être humain qui se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence* ». Convenable 560 € de RSA, 497 pour les jeunes ?

Deux projets de société

Au sortir de cette crise, avec ses morts et ses drames, la majorité aspire à la sécurité : avoir un vrai logement, un travail épanouissant, les moyens de vivre décemment, l'accès à la santé, à la culture, à la formation, aux biens communs.

La crise a révélé les limites de notre protection sociale : des millions indemnisés au chômage partiel, et des millions presque abandonnés.

Mais d'autres choix politiques étaient possibles. L'Etat mobilise pour aider les entreprises. Mais pourquoi accepter que 90 % du Plan de relance soient consacrés à conforter les profits, et 10 % aux plus précaires ?

Pas de revenu en dessous du seuil de pauvreté !

Au désastre social, opposons une mesure d'urgence : un revenu minimum garanti au-dessus du seuil de pauvreté (1250€ pour toutes et tous). Exigeons la prolongation des droits (« l'année blanche ») pour les intermittents de l'emploi, qui se mobilisent dans les théâtres occupés.

Le gouvernement reconnaît que les jeunes sont les grand.es perdant.es. Mais il refuse de généraliser le RSA en dessous de 25 ans. Les jeunes sont les plus précaires, sans mesures d'aide stables.

Le financement de l'urgence peut reposer sur une taxe COVID sur les dividendes ou le patrimoine des 5 % les plus riches.

Vers une Sécurité sociale universelle

Il est possible d'assurer à toutes et tous une Sécurité sociale professionnelle qui maintient les salaires, pour faire face aux transformations liées à la transition écologique. Le droit au salaire ou au revenu doit être garanti à 18 ans. Les cotisations sociales doivent être augmentées.

Pour une société avec Zéro chômage, exigeons une Réduction du temps de travail vers 32 heures, un contrôle sur l'organisation du travail, l'extension des gratuités, des services publics, des emplois de transition écologique.

Il faut imposer ce débat public contre ceux qui cherchent à diviser par des discours racistes et sécuritaires.

Ensemble ! agira pour répondre aux besoins des précaires mais aussi pour lever la menace du chômage.

